

Délégation de Paris

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
Immatriculation avec ou sans début
d'activité

LA SOCIETE

DEPOT D'ACTES

- θ 2 originaux des statuts **paraphés, datés et signés par les associés**
- θ Si le gérant et éventuellement les commissaires aux comptes n'ont pas été désignés dans les statuts, deux copies certifiées conformes par le gérant de leur acte de nomination
- θ Pour le GREFFE 75, copie de l'attestation de dépôt des fonds si le nom et l'adresse de la banque ne figurent pas précisément dans les statuts
- θ En cas d'apport en nature, 2 originaux du rapport du commissaire aux apports
- ou θ Si les actes mentionnés ci-dessus ont été déposés au greffe du tribunal de commerce, joindre une photocopie du récépissé de dépôt

JOURNAL D'ANNONCES LEGALES

- θ Copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales indiquant **le nom du journal et la date de parution**
- ou Exemple du journal d'annonces légales ayant publié l'avis de constitution

LE LOCAL ET/OU LE FONDS DE COMMERCE

CREATION OU IMMATRICULATION SANS ACTIVITE

- θ Copie du justificatif du local commercial, ex : bail commercial, acte de cession du droit au bail avec la mention de l'enregistrement au service des impôts des entreprises, acte de sous location
- ou
- θ Copie du contrat de domiciliation dans les locaux d'une entreprise de domiciliation
- ou
- θ Pour le GREFFE 75, copie du justificatif de domicile de moins de 3 mois aux nom et prénom du gérant (quittance EDF, loyer, téléphone fixe, dernière taxe foncière ou d'habitation) + attestation de domiciliation. Si la personne est hébergée, attestation d'hébergement et copie du justificatif de domicile de moins de 3 mois aux nom et prénom de la personne qui héberge + attestation de domiciliation
- ou
- θ En cas de constitution sans activité suite à achat de fonds de commerce, attestation de mise à disposition signée par le propriétaire du fonds si le fonds cédé comprend le droit au bail. Si le droit au bail n'est pas cédé, attestation signée par le propriétaire des murs.

ACHAT, APPORT

- θ Copie de l'acte d'achat ou d'apport enregistré par le service des impôts des entreprises
- θ Si l'acte ne comporte pas le droit à la jouissance du local, copie du justificatif du local
- θ Copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales indiquant **le nom du journal et la date de parution**
- ou
- Exempleaire du journal d'annonces légales ayant publié l'avis d'acquisition ou l'avis d'apport, sauf si l'apport résulte d'une opération de fusion ou de scission de SA, SARL ou de SAS
- θ Si un avis a été publié au BODACC, copie de l'avis ou de la facture

LOCATION-GERANCE OU GERANCE-MANDAT

- θ Copie du contrat de location-gérance ou du contrat de gérance-mandat enregistré par le service des impôts des entreprises si le contrat est à durée indéterminée
- θ Si l'acte ne comporte pas le droit à la jouissance du local, copie du justificatif du local
- θ Copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales indiquant **le nom du journal et la date de parution**
- ou Exempleaire du journal d'annonces légales ayant publié la mise en location-gérance

ACTIVITE REGLEMENTEE AU REGARD DU RCS

- θ Débit de boissons : copie de la licence
- θ Transport public routier de marchandises : original de l'accusé de réception de l'inscription au registre des transporteurs
- Ambulant : copie de l'attestation provisoire de déclaration de marchand ambulant en cours de validité

θ Autre pièce réglementant l'activité :
.....

LES PERSONNES

LE(S) GERANT(S)

DANS TOUS LES CAS

θ Original de la déclaration sur l'honneur de non condamnation et de filiation (nom de naissance et prénoms du père et de la mère)

NATIONALITE FRANCAISE

θ Copie recto-verso de la carte nationale d'identité en cours de validité ou copie du passeport en cours de validité

ETRANGER RESIDANT EN FRANCE (Union Européenne, Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein, Andorre, Monaco)

θ Copie recto-verso de la carte nationale d'identité en cours de validité ou copie du passeport en cours de validité + traduction libre certifiée conforme par le dirigeant concerné

θ Pour les ressortissants de la Bulgarie et de la Roumanie, copie de la carte portant la mention « communauté européenne » d'une validité de 10 ans ou copie de l'attestation de première demande

ETRANGER RESIDANT EN FRANCE (autres nationalités)

θ Copie recto-verso du titre de séjour en cours de validité et à l'adresse du domicile actuel

Si titulaire d'un titre de séjour temporaire

θ Copie recto-verso du titre de séjour en cours de validité et à l'adresse du domicile actuel mentionnant l'autorisation d'exercer une activité commerciale ou portant la mention « vie privée et familiale » ou « compétences et talents ». Si le titre de séjour indique une autre mention (étudiant, salarié...), joindre également la demande d'autorisation émanant de la Préfecture du lieu de résidence.

ETRANGER NON RESIDANT EN FRANCE

θ Copie recto-verso de la carte nationale d'identité en cours de validité ou copie du passeport en cours de validité + traduction libre certifiée conforme par le dirigeant concerné

θ Copie du récépissé de déclaration émanant de la Préfecture du lieu du siège de la société en cours de validité sauf ressortissants Union Européenne, Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein, Andorre, Monaco

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si des commissaires aux comptes ont été nommés

- Une copie de la lettre d'acceptation de leurs fonctions par les commissaires aux comptes (une pour le titulaire, une pour le suppléant)
- Si les commissaires aux comptes sont inscrits auprès d'une Cour d'Appel autre que celle de Paris ou sont en cours d'inscription auprès de la Cour d'Appel de Paris, copie de l'attestation d'inscription à la compagnie régionale des commissaires aux comptes

**AUTRE PERSONNE LIEE A
L'EXPLOITATION**

Conjoint collaborateur ou conjoint associé

- o Pour le conjoint marié, extrait original de l'acte de mariage ou copie du livret de famille ou original de l'extrait d'acte de naissance portant la mention du mariage
- o Pour la personne liée par un pacte civil de solidarité (PACS) avec le gérant : copie du livret de famille (avec la mention du PACS) ou certificat de PACS délivré par le tribunal d'instance ou extrait d'acte de naissance (avec la mention du PACS)

PERSONNE AYANT LE POUVOIR D'ENGAGER A TITRE HABITUEL LA SOCIETE *

DANS TOUS LES CAS

- θ Original de la déclaration sur l'honneur de non condamnation et de filiation (nom de naissance et prénoms du père et de la mère)

NATIONALITE FRANCAISE

- θ Copie recto-verso de la carte nationale d'identité en cours de validité ou copie du passeport en cours de validité

ETRANGER RESIDANT EN FRANCE (Union Européenne, Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein, Andorre, Monaco)

- θ Copie recto-verso de la carte nationale d'identité en cours de validité ou copie du passeport en cours de validité + traduction libre certifiée conforme par le dirigeant concerné
- θ Pour les ressortissants de la Bulgarie et de la Roumanie, copie de la carte portant la mention « communauté européenne » d'une validité de 10 ans ou copie de l'attestation de première demande

ETRANGER RESIDANT EN FRANCE (autres nationalités)

- θ Copie recto-verso du titre de séjour en cours de validité et à l'adresse du domicile actuel

Si titulaire d'un titre de séjour temporaire

- θ Copie recto-verso du titre de séjour en cours de validité et à l'adresse du domicile actuel mentionnant l'autorisation d'exercer une activité commerciale ou portant la mention « vie privée et familiale » ou « compétences et talents ». Si le titre de séjour indique une autre mention (étudiant, salarié...), joindre également la demande d'autorisation émanant de la Préfecture du lieu de résidence.

AUTRES PIECES

- θ Pouvoir nominatif en original signé par le représentant légal (sauf si des actes sont déposés et comportent la procuration donnée au mandataire)
- θ Requête au juge commis à la surveillance du RCS

REGIME SOCIAL DES TRAVAILLEURS NON SALARIES

Pour le gérant associé unique d'EURL bénéficiant d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE)

- o Pour chaque organisme social (maladie, retraite, URSSAF), une copie du Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE)

FRAIS DE GREFFE (Dépôt d'actes inclus)

Création ou immatriculation sans activité	83,96 €
Achat (avis provisoire au BODACC non encore effectué)	235,82 €
Location-gérance	235,82 €

Par chèque à l'ordre du Greffe du Tribunal de Commerce
Autre tarif : contacter le Centre de Formalités des Entreprises

* Fondé de pouvoir